



ÉCONOMIE

Pénurie de
liquide **bleu**

Page 14

Le **NASDAQ** se relève :
gain de 3,4%

Page 8

La Presse

CAHIER D | LA PRESSE | MONTRÉAL | JEUDI 11 JANVIER 2001

BOURSES

Roctest: la CVMQ donne raison au Fonds

SILVIA GALIPEAU

APRÈS MOULT DÉBATS, une audience qui aura duré la journée entière et un blitz de délibérations, la Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ) a donné raison au Fonds de solidarité de la FTQ, hier, jugeant que son offre publique d'achat (OPA) de Roctest n'allait pas à l'encontre de l'intérêt public.

Ainsi, si tout se passe comme l'espère le Fonds, l'entreprise pourrait lui appartenir dès demain matin. L'offre vient à échéance ce soir à 17 h.

À la sortie de l'audience, un représentant du Fonds a aussi affirmé qu'il pourrait lever une des conditions principales de son offre, à savoir le prix minimum de 20 \$ US pour le titre de Corvis, titre que Roctest détient en très grand nombre (1,19 million d'actions) et raison même de toute l'opération. « Si le titre de Corvis demeure à la valeur à laquelle il a clôturé aujourd'hui (hier), c'est clair que nous levons notre condition », a affirmé hier Michel Pontbriand, premier vice-président, finances, au Fonds de solidarité.

Hier, le titre de Corvis s'échangeait à 17,50 \$ US, en hausse de 1,62 \$ US à la fermeture du NASDAQ. Quant au titre de Roctest, il valait 7,95 \$ à la fin de la séance de la Bourse de Toronto, en hausse de 50 cents.

Qui plus est, le Fonds pense être en mesure de récolter les 66,6 % d'actions nécessaires pour ravir l'entreprise au complet. Le Fonds détient déjà plus du tiers des 4,4 millions d'actions de Roctest en circulation. La Deutsche Bank, deuxième actionnaire avec 13 % des titres, lui a aussi donné son aval. Et hier, Michel Pontbriand a laissé entendre que la direction de Roctest serait également de son côté. « La direction de Roctest n'est pas contre nous », a-t-il soutenu.

Voir ROCTEST en D2

LES MARCHÉS			
CDNX			
Composé	2945,98	17,55	
Variation du jour	0,60%	An	18,79%
TORONTO			
TSE 300	8600,80	28,80	
Variation du jour	0,34%	An	1,87%
NEW YORK			
Dow Jones	10604,27	31,72	
Variation du jour	0,30%	An	-7,88%
S&P 500			
	1313,27	12,47	
Variation du jour	0,96%	An	-8,71%
NASDAQ			
	2524,18	82,88	
Variation du jour	3,39%	An	-35,63%
DOLLAR CAN			
	66,57	€US -0,38	
Variation du jour	-0,57%	An	-2,99%
DOLLAR CAN			
	71,03	€EURO 0,19	
Variation du jour	0,27%	An	6,97%
OR			
	264,70	\$US -2,80	
Variation du jour	-1,05%	An	-6,60%
PÉTROLE			
	24,85	\$US 0,09	
Variation du jour	0,36%	An	9,33%

Look sauvée par Microcell

MARTIN VALLIÈRES

TORONTO – Look Communications, la compagnie torontoise de télédistribution sans fil qui est contrôlée par Charles Sirois et BCE, obtient une bouée de sauvetage financière d'une autre société où est investi M. Sirois, Microcell, mieux connue pour ses téléphones sans fil Fido.

Look cède à Microcell pour 150 millions de dollars son bloc de 50 % des actions d'Inukshut Internet, une société en devenir pour l'accès à Internet sans fil et à haute vitesse.

Microcell détenait déjà l'autre part de 50 % d'Inukshut. Elle en fera donc une filiale à part entière à un moment et à un prix que son directeur financier, Alain Rhéaume, estimait « très avantageux » après l'annonce de la transaction, en soirée hier, à Toronto.

« Les difficultés financières de Look signifiaient que nous aurions pu nous retrouver avec une mise aux enchères de son bloc de 50 % d'Inukshut. Pour Microcell, c'était courir le risque de payer plus cher au bout du compte, a expliqué M. Rhéaume. Aussi, Microcell risquait d'avoir un autre partenaire dont le choix technologique aurait pu diverger du nôtre, perdant ainsi les économies d'échelle prévues avec l'ajout d'Inukshut à notre propre infrastructure. »

Microcell finance son achat de 150 millions avec une émission d'actions de 100 millions, dont les principaux acheteurs sont Télésystème, son principal actionnaire, pour 30 millions, et l'américaine VoiceStream Wireless, pour 15 millions.

L'apport de Télésystème, contrôlée par Charles Sirois, a été important pour intéresser d'autres investisseurs, a confirmé M. Rhéaume.

Télésystème se retrouve à renflouer indirectement un autre de ses placements, Look Communications, alors que son partenaire,

BCE, a déjà indiqué son intention de s'en défaire.

Inukshut Internet a en mains depuis mars 2000 les licences fédérales pour déployer sa technologie dans tout le pays, sauf au Manitoba et en Saskatchewan.

Mais pour desservir ce bassin de 29 millions de Canadiens, Inukshut devra investir environ un demi-milliard de dollars d'ici cinq ans. Il s'agit évidemment d'un effort financier hors de portée pour Look, si elle était demeurée actionnaire à 50 %.

Le président de Look, David Parkes, considère d'ailleurs Microcell comme un sauveur du point de vue financier. Les 150 millions qui seront encaissés en versements d'ici le 31 juillet serviront à rembourser le financement à court terme avec les Banques de Montréal et Scotia.

Look était en défaut de paiement de 50 millions envers ces banques depuis la mi-décembre, après avoir annoncé le licenciement de 300 employés ou le tiers de son effectif.

David Parkes a indiqué que 40 millions redeviendront disponibles en crédit à demande pour Look,

qui fait toujours face à un recrutement d'abonnés plus difficile que prévu pour son service de télédistribution numérique sans fil.

Cette technologie concurrente à la câblodistribution, qui est aussi la raison d'être initiale de Look, ne compte encore que 90 000 usagers dans tout l'Ontario et le Québec.

David Parkes a aussi vanté la conclusion avec Microcell d'ententes à long terme pour l'accès de Look au futur réseau d'Inukshut d'Internet sans fil et à haute vitesse. Look prévoit offrir ce service en accessoire à sa télédistribution sans fil.

Dans l'immédiat, ce sont toutefois les investisseurs en actions de Look et de Microcell qui, au cours des prochaines heures en Bourse, auront un premier verdict sur leur transaction.

« Nos actions en Bourse ont certainement besoin d'une bonne nouvelle », a convenu David Parkes. Les actions de Look s'échangeaient hier en Bourse à 60 cents, un niveau très déprimé par rapport au sommet de 16,80 \$ atteint en mars dernier.

Les travailleurs de GM admissibles au fonds de retraite en 2004

DENIS ARCAND

Si General Motors Corp. prolonge la vie de GM-Boisbriand jusqu'en 2004, tous les employés actuels de l'usine auront accumulé assez d'ancienneté pour être couverts par le généreux régime de retraite du constructeur.

Que GM décide de fermer définitivement GM-Boisbriand ou d'y réinvestir en masse, après 2004, cette donnée démographique pèsera lourd, a indiqué hier Sylvain Demers, président de la section 1163 des Travailleurs canadiens de l'automobile (TCA).

Les Travailleurs canadiens de l'automobile ont le droit à la retraite après 30 ans de service.

Les travailleurs de GM-Boisbriand sont essentiellement des baby-boomers. Comme dans toute l'industrie de l'automobile nord-américaine, les plus jeunes ont été licenciés au cours de restructurations précédentes.

M. Demers dit ne pas aimer considérer une fermeture : « Mon objectif est une usine qui emploie 2500 employés à temps complet. » Mais il reconnaît que GM aurait les coudées franches pour décider dans un sens comme dans l'autre en 2004.

« Aujourd'hui, les plus jeunes employés de l'usine ont 24 ans d'ancienneté, dit-il. Si l'usine reste ouverte jusqu'en 2004, il y aura des retraites au fur et à mesure et les plus jeunes auront 28 années d'ancienneté le dernier jour de production. Or, en cas de licenciement dans le cadre d'une fermeture d'usine, la convention donne deux ans de salaire (65 % du salaire net). Et ces deux années comptent comme de l'ancienneté. Autrement dit, tout le monde serait couvert par le régime de retraite », dit-il.

Dans le passé, les TCA ont garanti un boycott des produits GM au Québec si GM-Boisbriand était fermée. Mais il est clair que le tollé — comme le problème de relations publiques pour GM — serait moins grand si tous les travailleurs étaient chez eux avec une pleine pension.

D'ici juin 2001, 180 membres doivent prendre leur retraite, ce qui laissera environ 1200 travailleurs à GM-Boisbriand. En 2002, environ 500 autres partiront par attrition.

Par contre, note M. Demers, le scénario de 2004 comprend aussi des incitatifs pour relancer l'usine par un investissement important dans de



Photo PC

D'ici juin 2001, 180 membres doivent prendre leur retraite, ce qui laissera environ 1200 travailleurs à GM-Boisbriand. En 2002, environ 500 autres partiront par attrition.

la nouvelle technologie à Boisbriand : « Mais le fait de pouvoir relancer l'usine avec une grande majorité de jeunes travailleurs et en gardant juste quelques vétérans serait un gros plus pour la compagnie. Nouvelle technologie, nouvelle philosophie de travail, etc. », dit-il.

Au-delà de cette donnée, M. Demers a dit que les TCA continueront de se battre pour deux raisons : « On a 300 membres qui sont actuellement en mise à pied depuis la dernière vague de coupes, et qui, eux, seraient les grands perdants d'une fermeture, même en 2004. Et il y a aussi la prochaine génération de jeunes qui pourraient travailler ici. »

De toute façon, dit-il, même la conjoncture économique défavorable actuelle n'enlève pas les avantages économiques de GM-Boisbriand, par rapport aux autres usines de GM aux États-

Unis. « Honnêtement, je crois que Boisbriand est un dilemme pour les décideurs de GM à Detroit. Il faut qu'ils réduisent leur capacité, mais comment justifier de fermer une usine aussi économique et aussi rentable ? Un cadre de Detroit nous a dit juste avant Noël que l'usine va être rentable sur deux ans, même en investissant 40 millions de dollars et même en roulant à une cadence réduite à 15 % de notre capacité. Imaginez-vous combien ils feraient d'argent ici s'ils tournaient à 100 % ? »

Par ailleurs, il n'a pas été possible de clarifier quelle serait l'éventuelle participation des gouvernements au transfert à Boisbriand, en 2002, d'un modèle actuellement assemblé à l'usine GM d'Oshawa. L'attaché de presse du ministre d'État à l'Économie et aux Finances, Bernard Landry, n'a pas rappelé hier.

ÉCONO FLASHES

Nortel | Contrat de 100 millions US au Royaume-Uni

UNE DIVISION de la firme britannique Lattice Group a octroyé un contrat de deux ans de 100 millions de dollars américains à Nortel Networks pour la mise au point d'une infrastructure de réseau de fibre optique au Royaume-Uni. Le réseau doit être prêt d'ici la fin de l'année et permettra d'accroître l'efficacité des services de commerce électronique et de télécommunications de 186k, une division de Lattice.

Bell Canada | Émission de débentures

BELL CANADA a émis 400 millions de dollars de débentures dans le cadre de son programme d'émission de débentures à moyen terme. Les débentures à 6,25 %, série M-10, seront datées du 18 janvier 2001, viendront à échéance le 18 janvier 2008 et seront émises à un prix de 99,609 \$, pour un rendement composé semi-annuellement de 6,32 %.

Royal | Nouveaux départs de Montréal

ROYAL AVIATION ajoute quatre vols réguliers au départ de Montréal, d'Ottawa et de Halifax dans le but de gruger une partie de la clientèle d'affaires d'Air Canada. Le transporteur montréalais ajoute deux autres vols directs de Montréal à Halifax, portant la fréquence à trois liaisons quotidiennes entre ces deux villes. Royal a aussi lancé une nouvelle liaison entre Montréal et Ottawa, comprenant deux vols quotidiens, destinés aux gens d'affaires amenés à se rendre régulièrement à la capitale nationale. Le cours du titre de Royal était inchangé à 1,91 \$ hier à la Bourse de Toronto, sur un faible volume de 6600 actions.

Tembec | Placement privé de 250 millions US

TEMBEC Industries, une filiale de Tembec, a proposé de vendre des billets de premier rang d'un montant en principal global de 250 millions de dollars américains et venant à échéance en 2011. Le placement sera effectué par voie privée aux États-Unis. Les billets seront garantis sans condition en tant que titres de premier rang sans nantissement par Tembec. Une partie du produit net de la vente sera employée au remboursement de dettes existantes de Tembec Industries et une partie servira au fonds de roulement et à des fins générales.

Medicure | Émission de 20 millions

MEDICURE, une société montréalaise en biotechnologies spécialisée dans le développement de produits thérapeutiques à des fins cardiovasculaires, a soumis un prospectus préliminaire concernant une offre publique d'unités pour un montant maximal de 20 millions de dollars.

Rouyn-Noranda | 140 nouveaux emplois

LE GOUVERNEMENT du Québec a contribué à créer plus de 140 emplois au Centre d'Interaction Proximitéa à Rouyn-Noranda, un centre d'appels né d'un partenariat entre le gouvernement québécois et RainBeau Télécom. Investissement Québec fournira une aide financière de 339 000 \$. De plus, d'ici février 2001, Emploi-Québec aura formé la totalité de ces agents de communication en plus de soutenir l'entreprise dans le recrutement et la sélection du personnel.

Caisse de dépôt | Investissement dans Jenbal

CDP ACCÈS CAPITAL Montérégie, une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec, investit 700 000 \$ dans Jenbal, une entreprise de Mont-Saint-Hilaire spécialisée dans l'embouteillage, le remballage, l'entreposage et la distribution de produits alimentaires, qu'ils soient secs, liquides, réfrigérés ou congelés. L'investissement de CDP Accès Capital Montérégie permettra notamment à Jenbal d'acquérir et d'installer de l'équipement d'emballage et d'embouteillage afin d'offrir un service d'embouteillage d'eau de source en petits formats, un marché en forte expansion. Ce service est offert aux grands distributeurs qui n'ont pas les capacités d'embouteillage nécessaires pour répondre à la demande.

Banque Royale | Dain Rauscher dans le sac

LES ACTIONNAIRES de Dain Rauscher ont approuvé hier l'achat de la société par la Banque Royale. La transaction a déjà reçu l'aval des autorités de réglementation à la fois au Canada et aux États-Unis. En vertu de cette transaction, chaque action ordinaire de Dain Rauscher (sauf certaines actions du capital assujetties à des restrictions) sera convertie en un droit de recevoir un versement en espèces de 95 \$ US. Dain Rauscher, un courtier en valeurs mobilières régional, continuera d'être exploitée comme une entité autonome aux États-Unis et conservera sa structure de direction existante.

Appalaches | Financement de 1,15 million

RESSOURCES APPALACHES a complété un financement accréditif de 1,15 million de dollars, soit le maximum autorisé. Ce financement, réalisé à 25 cents l'action, pour un total de 4,6 millions d'actions, porte le capital-actions de la société à 18,76 millions d'actions. Ce financement permettra d'effectuer des travaux de forage sur les propriétés aurifères de Sainte-Marguerite, dans la Vallée de la Matapédia, de Robidoux, près de Bonaventure, en Gaspésie, et sur la propriété de cuivre et d'argent de Transfiguration, au sud de Trois-Pistoles. En plus, au cours des prochaines semaines, des travaux de forage commenceront sur la propriété Guylaine, afin d'évaluer son potentiel en nickel, en cuivre et en cobalt. Cette propriété est située sur la rive est du réservoir Manicouagan.

Telus | Acquisition de débentures de Clearnet

TOUTES les conditions de l'offre d'achat de Telus, concernant toutes les débentures à 6,75 % de Clearnet Communications, ont été satisfaites. Telus lèvera et paiera les débentures de Clearnet qui ont été déposées conformément aux conditions de l'offre. Celle-ci a suscité le dépôt de 147,68 millions de dollars du montant total du capital des débentures de Clearnet, ce qui représente 98,7 % des débentures en circulation de Clearnet. Telus émettra une débenture à 6,75 % au principal de 1000 \$ pour chaque débenture de Clearnet au principal de 1000 \$.

Alis | Service de traduction sur Sympatico.ca

ALIS TECHNOLOGIES, une société de Saint-Laurent spécialisée en solutions de gestion des langues, et Sympatico-Lycos ont lancé un service de traduction professionnelle en ligne sur la version française du portail Sympatico.ca. La solution de compréhension des langues Gist-In-Time d'Alis permet aux utilisateurs de saisir le sens d'un document en langue étrangère en temps réel. Ce service propose des traductions dans 20 paires de langues : du français à l'anglais, à l'espagnol, au japonais, au chinois traditionnel au chinois simplifié, etc.

Sirios | Premières clôtures de l'appel public

RESSOURCES SIRIOS a clôturé le mois dernier son appel public à l'épargne. Un total de 554 unités A et 15 unités B ont été souscrites, pour un montant total de 569 000 \$. Ainsi, 2,85 millions de nouvelles actions ordinaires (à 20 cents l'action) seront émises dans les prochains jours, portant le nombre total d'actions à 20,39 millions. Un total de 629 000 bons de souscriptions seront aussi émis, chaque bon permettant de souscrire une action ordinaire de Sirios au prix de 26 cents avant le 31 mai 2002. Sirios utilisera le produit de ce placement pour avancer les travaux d'exploration sur les propriétés québécoises Aquilon (or) et Tilly (molybdène-cuivre-or) et sur la propriété de diamant Scholfield, située en Ontario.

Pierre Bellemare

ADF : 63 millions de dollars de nouvelles commandes

JACQUES BENOÎT

Le Groupe ADF, de Terrebonne, vient d'enrichir son carnet de trois commandes de clients des États-Unis d'une valeur de 42,4 millions de dollars américains, soit environ 63 millions CA, a fait savoir hier l'entreprise.

Ces ajouts portent à 560 millions CA la valeur du carnet, dont 275 millions pour la seule ville de New York où ADF est véritablement active depuis un an seulement.

« Cinq cent soixante millions, c'est un sommet pour notre carnet de commandes », a déclaré hier son président du conseil et chef de la direction, Jean Paschini, dans une interview à *La Presse*.

Concepteur, fabricant et monteur de charpentes métalliques, ADF a trois usines, l'une à Terrebonne, une deuxième à Lachine et la troisième en Floride, à Coral Springs. En incluant le personnel des chantiers, l'entreprise emploie à l'heure actuelle 1500 personnes. La principale commande qui vient de lui être passée, d'une valeur de 31,4 millions US, concerne un immeuble de 32 étages, qui sera construit rue Jay, à New York. Tout ce qui touche la charpente métallique, de la conception à l'installation, relèvera de la firme de Terrebonne. « On en est à l'ingénierie et aux dessins. On conçoit tout le gros mecano », dit M. Paschini.

La fabrication suivra vers le printemps, et ADF montera la charpente à partir de septembre, avec alors des ouvriers américains. Pour ce projet, l'entrepreneur général est Turner Construction pour qui l'entreprise québécoise a effectué au cours des deux dernières années des travaux d'une valeur de près de 100 millions US.

Nettement moins importante, la deuxième commande (8,6 millions US) en est une du numéro deux mondial du transport aérien, American Airlines, qui ajoutera un terminal à ses installations de l'aéroport JFK, de New York. Comme dans le cas précédent, c'est ADF qui est chargée de la conception, de



Photo ADF

Le Groupe ADF est un concepteur, fabricant et monteur de charpentes métalliques.

la fabrication et par la suite du montage de la charpente métallique. Fait à noter, cette commande est la première qu'American Airlines passe à ADF. Et grâce à celle-ci, la firme québécoise estime devoir être en bonne position pour en décrocher d'autres, au moment où la compagnie aérienne décidera de mettre en chantier les deux grands terminaux qu'elle veut faire bâtir, l'un à New York et l'autre à Miami.

Enfin, et c'est la commande la plus modeste (deux millions US), ADF participera à la restauration de la gare new-yorkaise du 2, Penn Plaza, qui est presque centenaire. « Il y a des murs à changer, on rénove pour faire plus d'espace », note Jean Paschini.

Fondée en 1956 (ce n'était d'abord qu'une forge) par le père de Jean Paschini, Jacques Paschini, ADF tire plus de 75 % de ses revenus de ses activités aux États-Unis. Les revenus de l'entreprise auront dépassé les 300 millions au cours de l'exercice qui prendra fin le 31 janvier, comparativement à 218 millions en 1999 et à 108 millions en 1998. Ses actionnaires majoritaires sont les enfants du fondateur, Jean, Pierre et Marise Paschini, qui détiennent ensemble 67 % du capital-actions, tout en disposant de 96 % des droits de vote.

ROCTEST

Suite de la page D1

Or, les administrateurs détiennent plus de 13 % des titres et la haute direction, plus de 6 %. Bref, si les dires du Fonds sont vrais, il ne lui faut plus que 4 % des titres, soit 176 000 actions à trouver.

Voilà près de trois mois que le Fonds de solidarité convoite Roctest, une PME spécialisée dans la fabrication d'instruments de fibre optique établie à Saint-Lambert. Son objectif ? Mettre la main sur la participation de l'entreprise dans Corvis Corporation, un fabricant américain oeuvrant dans la même industrie. Son offre a été élaborée d'après une formule complexe qui a soulevé l'ire du comité indépendant du conseil d'administration de Roctest.

Le Fonds offre aux actionnaires 7,50 \$ l'action de Roctest, en plus d'une somme additionnelle, déterminée d'après le prix moyen de l'action de Corvis dans les cinq jours ouvrables suivant l'expiration de l'offre. Ainsi, comme l'offre vient à échéance ce soir, le prix final offert aux actionnaires ne sera connu que vendredi prochain, soit cinq jours ouvrables plus tard (lundi étant férié aux États-Unis).

Le comité indépendant de Roctest a argué qu'une telle structure était « contraire à l'intérêt public », risquant de créer un précédent. « L'enjeu n'est pas l'OPA du Fonds sur Roctest : l'enjeu, c'est l'intérêt

public. Est-ce qu'on va permettre à un initiateur d'engager une offre sur un prix postérieur à l'offre, et si oui, où allons-nous arrêter la barre ? » a demandé Léonard Serafini, avocat et conseiller juridique du comité indépendant du conseil de Roctest.

Le Fonds a rétorqué que, dans ce cas précis, l'intérêt des investisseurs ne pouvait pas mieux être protégé. « Vous êtes sûr de ne pas perdre, et on vous assure d'un gain, c'est ça la question », a affirmé Michel Décar, avocat du Fonds de Roctest dans le dossier.

La CVMQ s'est finalement rendue aux arguments du Fonds, statuant à l'unanimité que l'offre n'allait pas à l'encontre de l'intérêt public. En attendant, c'est ce soir que se joue l'avenir de Roctest. Si le pari du Fonds est réalisé, celui-ci entend revendre dans les plus brefs délais les actions de Corvis. Des mesures de protection boursières à cet égard seraient déjà étudiées afin que personne, ni le Fonds, ni les actionnaires, ne perde d'argent dans l'opération. Puis, le Fonds entend investir dans Roctest pour relancer l'entreprise.

Et si le pari échoue, et que le Fonds ne récolte pas les 66,6 % des titres nécessaires ? « Alors, nous essayerons par les moyens que nous avons de relancer Roctest », a affirmé Michel Pontbriand.

Quattro ➔ **traction illimitée**

6,9%* ← **promotion limitée**

Voyez les spécialistes

Popular
MONTREAL

5441, rue St-Hubert, Montréal
Tél. : (514) 274-5471

* Taux location et achat disponibles jusqu'au 5 février 2001. A4 - A6 - A8 quattro

AVIS DE NOMINATION



Yves Gagné, CGA

M. Jean Guay, premier vice-président, services à la clientèle, a le plaisir d'annoncer la nomination de M. Yves Gagné, CGA, au poste de vice-président, services à la clientèle, épargne et régimes de retraite collectifs.

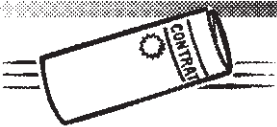
M. Gagné compte plus de 20 années d'expérience au sein du secteur des services financiers. Au cours de sa carrière, il a occupé plusieurs postes de haute direction dont récemment chez l'un des chefs de file mondiaux en matière de services aux investisseurs institutionnels. M. Gagné est titulaire d'un baccalauréat en administration des affaires de l'École des Hautes Études Commerciales, avec spécialisation en comptabilité publique. Il est membre de l'Ordre des comptables généraux licenciés du Québec et de l'Association des comptables généraux accrédités du Canada.

Dans le cadre de ses nouvelles fonctions, M. Gagné veillera au développement et au maintien de services à la clientèle du plus haut calibre. Il veillera également à l'évaluation et à la mise en œuvre de stratégies et de processus visant à améliorer la satisfaction de la clientèle.

Les activités canadiennes de la Standard Life font partie du Groupe Standard Life, chef de file mondial dans le secteur des services financiers, dont le siège social est situé à Édimbourg, en Écosse. Le Groupe Standard Life est présent au Royaume-Uni, en Autriche, en Allemagne, en République d'Irlande, en Espagne et aux Bermudes. En outre, le Groupe Standard Life a conclu des ententes de coentreprise en assurance vie et en gestion de capitaux en Allemagne, à Hong Kong et en Inde, et il possède deux bureaux de représentation en République populaire de Chine. Le Groupe Standard Life affiche un actif d'approximativement 190 milliards \$ à l'échelle mondiale, dont plus de 26 milliards \$ sont gérés par ses activités canadiennes. Le Groupe Standard Life figure parmi les institutions financières les plus solides et les plus importantes au monde, comme en témoigne la cote Triple A que lui ont attribuée Moody's et Standard & Poor's.



STANDARD LIFE



700

Affaires

710

OCCASIONS D'AFFAIRES

MILLIONS \$ annuellement possible. Aucune compétition. Exclusivité mondiale. Inventaire requis 50 000 \$. 514-323-9815.

715

SERVICES FINANCIERS

ARGENT À PRÊTER, commercial et privé, discrétion assurée. (514) 999-5137

CONSOLIDATION DE DETTES
Saisie, impôt, TPS, TVQ, Hydro. Proposition un seul paiement/mois. Ouvert 8-20h, 7 jrs/7
514-342-0444; 819-429-5550

735

L'IMMOBILIER

REPRISES, vente pour le créancier, successions etc.; Me. Cambrini AVOCAT, Procureur et crtr immobilier depuis 25 ans 450 248-4242



800

Avis

850

AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM

PRENEZ AVIS que Luissella Maria Escobar, en sa qualité de mère, dont l'adresse du domicile est le 10545, boulevard St-Laurent, app. 3, Montréal, présentera au Directeur de l'état civil une demande pour changer le nom de son fils SEELEY VINCENT JEAN en celui de SEELEY VINCENT ESCOBAR JEAN. Montréal, le 1er juin 2000
Luissella Maria Escobar

R 850

CLAUDE PICHER
cpicher@lapresse.ca

Les plans de Dick Armey et Chuck Grassley

Ceux qui suivent de près ce qui se passe à Washington savent qu'il s'y prépare actuellement des événements qui auront des conséquences énormes, non seulement aux États-Unis, mais aussi au Canada.

George W. Bush, le nouveau président américain, a promis, pendant la campagne électorale, de baisser les impôts de 1,3 billion (mille trois cents milliards de dollars). Cette promesse a reçu une abondante couverture médiatique, et personne ne doute que M. Bush soit bien déterminé à tenir parole. Il en a d'autant plus les moyens que son programme de réduction d'impôts, étalé sur dix ans, ne représente même pas le tiers des surplus que l'on prévoit enregistrer au cours de la même période.

Il n'y a rien de nouveau dans tout cela. En revanche, peu de personnes savent que le plan républicain prévoit, au début, des baisses modestes, qui devraient s'amplifier avec les années. C'est un peu le modèle suivi par Paul Martin, à Ottawa. Jusqu'à maintenant, M. Bush est demeuré vague sur l'échéancier.

Au bout du compte, les contribuables américains ne sentiront à peu près rien cette année, et ce n'est qu'au début de 2002 qu'ils commenceront à voir l'impact des premières baisses d'impôts sur leurs portefeuilles.

Pour certains parlementaires américains, c'est trop peu, trop tard. Leur raisonnement est le suivant : les États-Unis sont manifestement sur le bord d'une récession ; peut-être même est-elle déjà commencée. C'est maintenant, et pas dans un an, qu'il faut mettre de l'argent dans les poches des contribuables si on veut relancer la consommation et l'emploi.

En conséquence, ils réclament rien de moins que des baisses d'impôts substantielles et, surtout, rétroactives au 1^{er}

janvier 2001. On a déjà vu des hausses d'impôts rétroactives, mais des baisses rétroactives, surtout si elles sont importantes, constitueraient probablement une première mondiale. Cette proposition, qui va beaucoup plus loin que les promesses de George W. Bush, doit être prise au sérieux.

Il faut en effet savoir de qui émane l'idée, et qui pilote le projet.

■ ■ ■

Derrière cette proposition se trouvent deux gros noms : le représentant du Texas Dick Armey, leader de la majorité républicaine au Congrès, et le sénateur de l'Iowa Chuck Grassley, qui sera de toute évidence appelé, au cours des prochaines semaines, à occuper la présidence du comité des Finances du Sénat. Tous deux sont républicains, conservateurs, pratiquants, pères de cinq enfants et farouches partisans non seulement des baisses de taxes, mais aussi de l'introduction d'un taux d'imposition unique.

M. Armey est déjà ouvertement en campagne. Dans une lettre expédiée cette semaine à ses collègues républicains du Congrès, il écrit que « des baisses de taxes rapides sont essentielles pour relancer l'économie américaine ».

« J'ai bien peur, poursuit-il, que des baisses dont on ne verra l'effet qu'en 2002, et qui s'étaleront ensuite graduellement sur plusieurs années, ne feront pas grand-chose pour aider notre économie cette année et l'an prochain, au moment où elle en a le plus besoin. » On ne saurait être plus clair.

Quant au sénateur Grassley, son bureau a déjà fait savoir qu'il était « très favorable à



des baisses d'impôts rétroactives pour les particuliers ». Là non plus, pas de doute possible.

Afin de mieux suivre le déroulement des événements, il serait

peut-être utile de faire meilleure connaissance avec les deux parlementaires.

Dick Armey, 60 ans, est le plus connu des deux. Originaire du Dakota du Nord, il est entré sur le marché du travail comme monteur de lignes. Le Dakota du Nord, où le climat est encore plus rude qu'au Québec, n'est pas précisément le meilleur endroit au monde pour un monteur de lignes. Dick Armey aime raconter qu'une nuit d'hiver, à trois heures du matin, juché au sommet d'un poteau par une température de moins 30, il s'est dit qu'il ne ferait certainement pas cela pendant longtemps. Il est retourné terminer son collégial, s'est inscrit à l'université et a décroché un doctorat en économie.

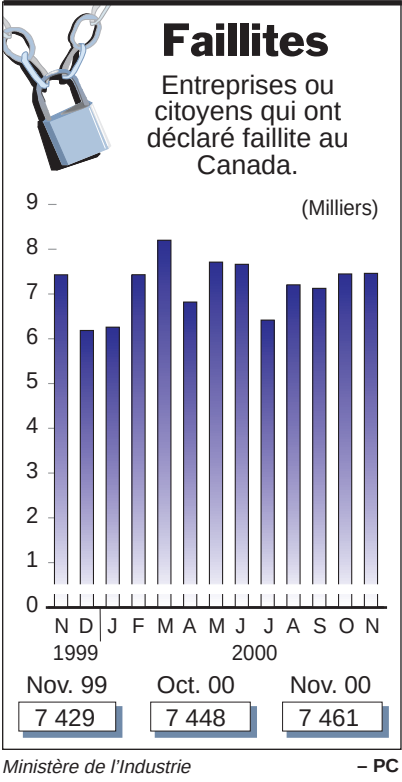
Après avoir enseigné à diverses universités, il s'est installé définitivement au Texas dans les années soixante-dix. Il a été doyen de la faculté de sciences économiques de l'Université North Texas et s'est fait connaître par quelques publications avant de se lancer en politique. Il a été élu au Congrès en 1984. C'est au cours de son second mandat qu'il a atteint une notoriété nationale en pilotant, conjointement avec des parlementaires démocrates, un vaste programme de fermeture de bases militaires désuètes. L'opération a permis au gouvernement américain d'épargner 4 milliards. En 1994, les républicains ont gagné une majorité au Congrès pour la première fois en 40 ans, et Dick Armey a été

élu sans opposition au poste de leader. En matière de fiscalité, rien ne résume mieux sa pensée que la devise qui apparaît sur son site Internet : « Personne ne dépense l'argent des autres aussi sagement que son propre argent. »

Le sénateur Chuck Grassley est né en Iowa, y a toujours vécu, et y exploite toujours une ferme, ce qui fait d'ailleurs sa fierté. Âgé de 67 ans, il a été élu pour la première fois à la Chambre des représentants de l'Iowa en 1958, et n'a jamais été défait par la suite. Élu à Washington en 1980, il a été réélu, la dernière fois, avec un score sans équivoque de 68 % des voix. Comme on s'en doute, c'est un politicien qui, après avoir fait le tour d'une bonne douzaine de comités et de commissions du Congrès (il a notamment présidé le caucus sénatorial sur le contrôle international des narcotiques, et a siégé à la Commission nationale sur la restructuration du ministère du Revenu), possède une immense expérience et d'innombrables contacts.

Voilà donc les deux poids lourds qui entendent convaincre le Congrès et l'administration de devancer les baisses d'impôts de de façon significative.

Nous avons intérêt, au Canada, à suivre leurs démarches de près. S'ils réussissent, l'écart du fardeau fiscal entre les deux pays, qui est présentement de 30 % en faveur des États-Unis (c'est-à-dire que le contribuable américain paie en moyenne 30 % de moins en impôts et taxes que le contribuable canadien), va encore s'agrandir, et la pression sera énorme pour que les administrations publiques canadiennes emboîtent le pas.



ARGENT DISPONIBLE

Rapide Finance Cie Ltée

- Problème de liquidités ?
- Prêts commerciaux à court terme seulement
- Confidentialité

342-4488

Légère hausse du nombre de faillites

Presse Canadienne

OTTAWA — Le nombre de faillites au Canada a légèrement augmenté en novembre par rapport au mois précédent, selon les données rendues publiques hier par le ministère fédéral de l'Industrie.

Au total, 7461 entreprises et individus ont déclaré faillite au cours du mois du novem-

bre, par rapport à 7448 en septembre. Pour les 11 premiers mois de l'année 2000, Industrie Canada recense 79 699 faillites, en hausse par rapport aux 76 833 recensées au cours de la période correspondante de 1999.

Pour le mois de novembre, 6571 individus et 890 entreprises ont déclaré faillite, par rapport à 6557 individus et 891 entreprises en octobre.

MERRILL LYNCH MORTGAGE LOANS INC.
Disponibilité de l'information financière

Avis est par la présente donné aux porteurs des certificats suivants émis par Merrill Lynch Mortgage Loans Inc. (« MLMLI ») :

- (i) Certificats adossés à des prêts hypothécaires commerciaux, série 1998-Canada 1 (les « certificats C-1 ») ;
- (ii) Certificats adossés à des prêts hypothécaires commerciaux, série 1999-Canada 2 (les « certificats C-2 ») ;
- (iii) Certificats adossés à des prêts hypothécaires commerciaux, série 2000-Canada 3 (les « certificats C-3 ») ;
- (iv) Certificats adossés à des prêts hypothécaires commerciaux, série 2000-Canada 4 (les « certificats C-4 ») ;
- (v) Certificats adossés à des créances avec flux identiques de 1st Street Tower, série 1999-1STT (les « certificats 1st Street Tower ») ; et
- (vi) Certificats adossés à des créances avec flux identiques de Bell Mobility Corporate Centre, série 2000-BMCC (les « certificats Bell »).

Les rapports financiers mensuels et annuels concernant les certificats C-2, C-3 et C-4 sont disponibles sous format électronique à l'adresse Web : www.ctslink.com/cmbbs

Les rapports financiers mensuels et annuels concernant les certificats 1st Street Tower et les certificats Bell sont disponibles sous format électronique à l'adresse Web : www.lnbabs.com

Les rapports financiers mensuels et annuels concernant tous les certificats sont aussi disponibles électroniquement sur le site Web de SEDAR, à l'adresse suivante : www.sedar.com

Les porteurs de certificats désirant recevoir par la poste des copies papier de ces rapports mensuels et annuels peuvent en faire la demande par écrit, en l'adressant à Computershare Investor Services Inc., 100 University Avenue, Toronto (Ontario) M5J 2Y1, à l'attention du service des Actionnaires ou en téléphonant au (416) 981-9633.

Toronto, Ontario

1/2 PRIX MOBILIERS DE BUREAU USAGÉS

Provenant de

- Surplus des gouvernements
- Bell - Vidéotron - Etc.
- Retours de location

Exemples :

- CHAISES à partir de **10\$**
- BUREAUX à partir de **25\$**
- CLASSEURS à partir de **50\$**

De plus nous fabriquons sur place des meubles de qualité à des prix que seul un vrai fabricant peut offrir.

Exemple :
ensemble complet pour l'ordinateur
Huche combinée
Table de travail
Armoire combinée
Classeur latéral
Pupitre avec support

Seulement 499\$

Mont Blanc LE BROCANTEUR

Dorval
2052, route Transcanadienne
(entre le boul. des Sources et l'autoroute 13)
Tél. : (514) 990-4023

Laval
807, boul. Curé-Labelle, Chomedey
Tél. : (450) 688-2662

The Economist MBA Business Challenge

Victoire des HEC
devant Harvard, Wharton, Kellogg et 11 autres universités participantes (automne 2000)

M.B.A.
Un leadership confirmé

Le MBA-HEC :
le choix qui s'impose à qui veut donner du poids à sa carrière.

- programme offert en français ou en anglais* ;
- forte orientation internationale ;
- intégration de la technologie à l'enseignement ;
- 25 000 \$ en bourses d'admission.

* MBA intensif seulement

SÉANCE D'INFORMATION

Le 16 janvier à 18 h
Amphithéâtre IBM, École des HEC

Admission
trimestre d'automne
Date limite : **1^{er} avril**

Cheminement
M.B.A. intensif, à temps complet, sur 54 semaines
M.B.A. en action, à temps partiel, sur 3 ans

Information
École des Hautes Études Commerciales
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Québec) H3T 2A7
(514) 340-6151 **mba@hec.ca**

www.hec.ca/programmes/mba

HEC **EQUIS** Agrément

Placements Québec.
Une réponse en tout temps à vos besoins de placements.

Vous cherchez des solutions intelligentes pour vos investissements ? Placements Québec répond à vos besoins en vous offrant des produits d'épargne et de placement performants et garantis par le gouvernement. Pour une réponse avisée à l'année, contactez l'un de nos agents d'investissement du lundi au vendredi, de 8 h à 20 h.

1 800 463-5229
Pour la région de Québec, composez le 521-5229.

LES SOLUTIONS ÉPARGNE et PLACEMENTS QUÉBEC
www.placementsqc.gouv.qc.ca

Québec Placements Québec

| NOUVEAUTÉS TECHNOS |

De l'informatique à l'électronique



ANDRÉ MONDOUX
collaboration spéciale

Depuis quelques années déjà, le phénomène de la convergence numérique est bien connu. Ainsi, sous le processus de numérisation des contenus, la téléphonie, la musique et la photographie — pour ne nommer que ces domaines — ont convergé sous le giron de l'informatique.

Un des effets de cette convergence est que l'industrie informatique a vu soudainement s'ouvrir à elle le marché grand public, une occasion qu'elle ne pouvait pas ignorer. Cependant, la gloire médiatique des nouvelles technologies ne doit pas faire oublier qu'il existe déjà une industrie technologique qui a pris solidement pied dans le marché grand public : celle des appareils électroniques.

Voilà pourquoi deux grandes industries se livreront sans doute une âpre lutte économique. D'un côté, les fabricants d'appareils électroniques tenteront de leur conférer une forme « d'intelligence » (souvent en mettant à profit l'Internet). De l'autre, les fabricants de périphériques informatiques tenteront de rendre leurs produits plus conviviaux pour les immiscer dans le quotidien des consommateurs. Pour l'industrie informatique, ce saut est d'autant opportun que le marché de la vente d'ordinateurs personnels connaît ces jours-ci un plafonnement qu'en enquête plusieurs...

Ce nouveau tournant pour l'industrie informatique a été particulièrement évident lors du salon CES (*Consumer Electronics Show*), qui s'est déroulé la semaine dernière à Las Vegas. Le CES est l'un des plus importants salons de l'industrie des appareils électroniques pour grand public. Signe des temps, l'industrie informatique s'est fait remarquer au CES 2001, tant par l'annonce de nouveaux produits que par les allocations des grands manitous de Microsoft (Bill Gates) et d'Intel (Craig Barrett).

Intel met la puce à l'oreille
Depuis les 18 derniers mois, Intel diversifie

ses activités du côté des produits pour consommation de masse. Après avoir lancé des troussees de réseautique, des caméras Web, des jouets pour enfants et plus récemment un appareil photographique numérique (le *Pocket PC Camera*), le géant a annoncé qu'il proposera prochainement un lecteur de musique MP3 portatif, le *Pocket Concert*.

La stratégie d'Intel est bien claire : proposer des produits qui nécessitent l'utilisation d'un ordinateur personnel, favorisant ainsi l'adoption de ses processeurs. Ainsi, le nouveau processeur Pentium 4 se démarque surtout par ses nouvelles capacités multimédias, plus précisément le traitement des images, de la vidéo et le téléchargement de contenus à partir de l'Internet.

Microsoft veut se jouer de la concurrence
Bill Gates a profité de son allocation pour lever un peu plus le voile sur la future console de jeu Xbox de Microsoft. Cette dernière sera munie d'un processeur de 733 MHz et d'un disque dur de 8 Go, de même que d'une puissante carte d'accélération graphique créée par le fabricant NVIDIA. Déjà, plusieurs concepteurs de jeux pour ordinateurs ont annoncé qu'ils offriront une version Xbox de leurs produits vedettes.

Microsoft poursuit ainsi sa stratégie traditionnelle : miser sur son héritage informatique pour ériger son nouveau marché et unifier le monde numérique sous ses normes. La console devrait voir le jour en octobre prochain, propulsée par une campagne de publicité qui, dit-on, avoisinera le demi-milliard de dollars américains...

Cinéma maison, version Dell
Le cinéma maison est de plus en plus populaire et l'industrie informatique n'y est pas insensible, d'autant plus que les nouvelles tech-

D'un côté, les fabricants d'appareils électroniques tenteront de leur conférer une forme « d'intelligence ». De l'autre, les fabricants de périphériques informatiques tenteront de rendre leurs produits plus conviviaux.

nologies numériques (comme le DVD et le son de type *surround*) sont communes aux industries de l'informatique et de l'électronique. Dell estime que de plus en plus de gens consommeront leurs films DVD non pas sur un téléviseur mais bien sur un ordinateur. À ceux-là, Dell propose le *Dimension 8100*, vendu avec notamment un processeur Pentium 4, une carte de son avec prises numériques, un lecteur DVD-ROM et un ensemble de cinq haut-parleurs numériques. Tout l'aspect multimédia de l'ordinateur a reçu la certification THX, la norme qui régit les équipements des cinémas commerciaux et les systèmes de cinéma maison haut de gamme. L'appareil est offert pour environ 4500 \$.

Le Roi PC
Ces assauts sur le marché des appareils électroniques sont le fruit d'une stratégie bien mûrie de la part des fabricants d'équipements informatiques. D'une part, ils peuvent ainsi tenter leur chance sur un marché en plein renouvellement et qui doit adopter de nouvelles règles (numériques) avec lesquelles ils sont familiers. D'autre part, ces efforts visent à positionner ces futurs produits comme étant complémentaires à l'ordinateur qui est la principale source d'approvisionnement.

« Le PC sera le centre de contrôle et l'endroit où vous stockerez l'information », a mentionné Bill Gates dans son allocation. Pour sa part, Craig Barrett a souligné que « l'univers numérique est très vaste et le PC est au centre de cet univers ».

Voici donc le plan de match de l'industrie informatique : définir les futurs gadgets numériques comme des « extensions » de l'ordinateur personnel. Reste maintenant à composer avec les forces — non négligeables — de l'industrie de l'électronique, qui ne devraient pas tarder à répliquer...

DTM mise tout sur les services applicatifs

ARIANE KROL

Le Groupe informatique DTM, de Lachine, se redéfinit comme fournisseur de services applicatifs (ASP) et, pour marquer le changement, adopte le nom de sa division ASP, Nexxlink.

DTM, un fournisseur d'infrastructures et de services de réseaux pour les moyennes et grandes entreprises, est devenue officiellement Nexxlink Technologies à son assemblée générale annuelle hier. Le symbole NTI remplacera bientôt DTM à la Bourse de Toronto.

Nexxlink consacre ainsi le virage qu'elle veut prendre comme fournisseur de services applicatifs (ASP).

Le modèle ASP consiste à offrir aux clients des applications accessibles par Internet au lieu de leur vendre des licences d'utilisation de logiciels à installer chez eux. Les clients n'ont plus besoin d'entretenir un réseau informatique sur leurs lieux de travail, le fournisseur stocke leurs données à distance sur ses propres serveurs. Les fournisseurs comme Nexxlink assurent que les entreprises peuvent ainsi épargner environ 40 % de leurs dépenses informatiques.

Cependant, la fourniture de services ASP représente encore une partie minime des revenus de Nexxlink. « Nous avons commencé la mise en marché en septembre », a précisé le président et chef de la direction, Karol Brassard.

L'équipe de football Les Alouettes et la biotech Caprion Pharma comptent parmi les premiers clients. Nexxlink devra en trouver beaucoup d'autres comme ceux-là, car elle vise à avoir, d'ici trois ans, 40 000 utilisateurs générant 100 millions de revenus annuels. Pour son exercice financier 2000, clos le 31 juillet dernier, DTM affiche 56,2 millions de revenus, 4,8 % de plus que l'année précédente. Le bénéfice net est de 403 000 \$, ou 11 cents par action, par rapport à une perte de 798 000 \$ (23 cents par action) en 1999.

Les clients actuels de Nexxlink sont des moyennes et des grandes entreprises comme Microcell, Vidéotron ou Nortel. Comme ASP, elle vise plutôt les PME. « On dit 25 postes et plus, mais on vise surtout le 100 postes et plus », note Karol Brassard. L'équipe des ventes tente aussi bien de convertir les clients actuels au modèle ASP que de recruter de nouveaux clients.

L'an dernier, Nexxlink a investi 1 million pour devenir un fournisseur de services applicatifs. « Nous aurons besoin de financement dans les 18 prochains mois, mais les investissements futurs seront reliés à des ventes », dit le président.

Nexxlink a aussi profité de son assemblée annuelle pour faire adopter une résolution l'autorisant à faire des émissions susceptibles de diluer le capital-actions jusqu'à 100 %. « On a tellement peu d'actions en circulation, 4,2 millions, c'est pour donner une marge de manoeuvre au conseil d'administration », a expliqué Karol Brassard, en rappelant que, sans cette résolution, la réglementation l'obligerait à convoquer une assemblée générale pour faire approuver toute transaction qui aurait un effet dilutif supérieur à 25 %.

« On n'a pas comme stratégie de se lancer dans une grande série d'acquisitions. On n'achète pas des ventes », a-t-il précisé en entrevue.

Nexxlink envisage quelques acquisitions pour étendre ses activités à l'extérieur du Québec. « On travaille certains dossiers pour Fokus, des entreprises spécialisées dans le développement Web », ajoute ce président.

Depuis le début de décembre, Nexxlink possède 46 % de FokusGroup, une firme de conseil marketing sur Internet. FokusGroup emploie 60 personnes à Montréal, à Québec et à Dallas, au Texas. Elle possède une participation dans différents services Internet, comme le site de rencontres WebSeduction. « L'objectif pour l'année 2001 est d'agrandir le bureau de Dallas, d'ouvrir un bureau en Europe, d'augmenter le personnel à 100 employés et d'augmenter le chiffre d'affaires », indique Karol Brassard.

L'action de DTM a terminé la journée à 3,70 \$ à la Bourse de Toronto hier, en baisse de 5 cents. En novembre, elle avait atteint 4,50 \$, son cours le plus élevé de la dernière année.

EN BREF

Protéger les cyberconsommateurs

RALPH NADER, le candidat écologiste qui a obtenu 3 % des suffrages lors de l'élection présidentielle américaine, a lancé hier un appel à la création d'une agence mondiale de protection des consommateurs afin de faire face aux menaces que représentent la multiplication des échanges internationaux et des fraudes sur Internet. Puisque la Toile permet aux artistes de l'arnaque de duper les consommateurs au-delà des frontières, les nations se doivent de signer des traités permettant de contrôler le commerce électronique, de protéger la vie privée et d'encourager la concurrence, a expliqué M. Nader.

Reuters

Microsoft et Lego s'associent

MICROSOFT et Lego se sont associés pour mettre au point jeux et contenus autour du célèbre jeu de construction, lesquels seront destinés au réseau de sites MSN Network et à la nouvelle console Xbox. Selon les termes de l'accord, Lego utilisera les portails MSN pour mettre en place une campagne de publicité et créera programmes et jeux pour la chaîne enfant de la marque. Lego développera également des jeux vidéo destinés à la console Xbox.

Reuters

Motorola abaisse ses projections...

Reuters

CHICAGO — Motorola Inc. a annoncé hier des résultats du quatrième trimestre conformes aux attentes, mais a abaissé ses projections pour 2001.

Le deuxième fabricant mondial de combinés mobiles affiche un bénéfice net de 335 millions de dollars américains, ou 15 cents par action (avant éléments exceptionnels), comparativement à 564 millions \$ US, ou 25 cents par action, au quatrième trimestre de 1999. Ce résultat est conforme aux prévisions des analystes — qui avaient auparavant été abaissées — selon les données fournies par la firme First Call/Thomson Financial.

Ce concurrent de Nokia Corp. et d'Ericsson avait réduit de plus de 40 % ses projections pour le quatrième trimestre le mois dernier, en raison du ralentissement du marché des semi-conducteurs et du retard dans les réductions de coûts liés à la production de téléphones mobiles.

Après cette annonce, le cours de

de 1999. Les analystes tablaient en moyenne sur un bénéfice net par action de 13 cents, selon la firme spécialisée First Call/Thomson Financial.

Le chiffre d'affaires, constitué pour l'essentiel de la vente d'espaces publicitaires sur le site de Yahoo!, a progressé de 53 %, à 310,9 millions \$ US, au cours du trimestre, par rapport à 203,1 millions \$ US au quatrième trimestre de 1999.

Pour l'exercice 2001 dans son ensemble, Yahoo! s'attend à un bénéfice net par action entre 33 et 43 cents, ce qui est très en deçà des

projections des analystes, qui projetaient en moyenne un bénéfice net de 48 cents par action. Le chiffre d'affaires de 2001 devrait s'établir entre 1,2 et 1,3 milliard \$ US.

La société californienne a beaucoup souffert de la morosité du marché publicitaire sur Internet : ses clients ont réduit leur dépenses ou bien abandonné le métier. Le groupe a néanmoins annoncé que le nombre de ses clients annonceurs avait augmenté au quatrième trimestre par rapport au précédent, passant de 3450 à 3700.

TAUX D'INTÉRÊTS

	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME						HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES								
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
BANQUES																				
La Banque HSBC Canada	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.50	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
B. Nationale du Canada	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.80	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Comm. Italienne	5,000	r3.75	r3.95	r3.95	r4.30	1,000	4.40	4.65	4.75	4.80	4.85	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Laurentienne	5,000	3.75	4.10	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Manuvie	25,000	5.30	5.35	5.35	5.40	5,000	5.25	5.25	5.40	5.50	5.50	—	—	—	—	—	—	—	—	—
NBG Bank	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Royale	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	500	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.50	8.20	7.75	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Scotia	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	500	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.50	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque Toronto Dominion	5,000	4.10	4.25	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.50	—	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Banque de Montréal	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	5.25	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Fédé des Caisses de Mtl	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.50	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
CIBC	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	6.49	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
FIDUCIES																				
Canada Trust	5,000	r4.05	r4.20	r3.75	r3.80	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	7.50	8.30	7.85	—	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Caisse-Employees Bell Cda	1,000	4.25	4.25	4.25	4.25	1,000	4.75	4.85	4.90	5.00	5.10	7.50	7.75	6.75	7.75	6.75	6.75	6.75	6.75	6.75
Fiducie Desjardins	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Groupe Investors	0	—	—	—	—	1,000	4.40	4.65	4.75	4.80	4.85	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
MCAP Mortgage Corp.	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	—	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
La Maritim	0	—	—	—	—	5,000	r4.62	r4.62	r4.75	r4.75	r4.88	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Landon Life	0	—	—	—	—	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Trust Général	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.80	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Fiducie Standard Life	5,000	3.88	3.88	3.88	4.00	1,000	4.62	4.62	4.75	4.75	4.88	—	—	—	—	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Promutuel Capital	5,000	r3.90	r3.95	r3.95	r4.00	1,000	4.15	4.25	4.40	4.65	4.85	—	8.30	—	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Trust National	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	8.30	7.85	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Trust Royal	5,000	3.75	3.80	3.80	3.85	500	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	8.20	7.75	8.20	7.40	7.45	7.55	7.65	7.75
Trust La Laurentienne	3,000	3.75	4.10	3.80	3.85	1,000	4.00	4.10	4.25	4.40	4.70	—	—	—	—	—	—	—	—	—
GOUVERNEMENT																				
Placements Québec (1)	0	—	—	—	—	500	5.05	5.15	5.30	5.50	5.60	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Les taux sont fournis par les services financiers Cannex qui les ont transmis à La Presse hier à 17h. Les lecteurs peuvent en tout temps consulter les taux de Cannex sur internet à l'adresse suivante HTTP://WWW.CANNEX.COM. Les abréviations suivantes sont: « j. » = jour, « Min. » = placement minimum, « m. » = mois, « o. » = hypothèque ouverte, « f. » = hypothèque fermée, « r » = dépôts rachetables.

(1) Obligation à terme à taux fixe

Nous rencontrer, c'est rencontrer plus de 15 institutions financières en un seul rendez-vous.

www.multi-prets.com

“ Le leader en courtage hypothécaire au Canada ”

MULTI-PRÊTS

HYPOTHÈQUES

Courtier immobilier agréé

(514) 287-1211

SERVICES GRATUITS* 1 800 798-PRÊT (7 jours/sem.)

* Hypothèque résidentielle, propriétaire occupant

1 an • 6,89 % | **3 ans • 6,55 %** | **5 ans • 6,65 %** | **10 ans • 7,15 %**

POSSIBILITÉ DE GARANTIR VOTRE TAUX JUSQU'EN AOÛT 2001 • CONTACTEZ-NOUS

C'est Ottawa, l'endroit le plus chaud dans l'immobilier

CHARLES CÔTÉ

Jean Marchand disait parfois que la meilleure chose à Ottawa, c'était le train pour Montréal. Mais, depuis quelques années, la capitale fédérale est en proie à une fièvre qui en fait l'un des endroits les plus recherchés dans le domaine des technologies de l'information. Et cela a pour effet d'en faire un point chaud de l'immobilier.

Une récente étude du courtier immobilier international Oncor place Ottawa en tête de la liste de toutes les villes nord-américaines pour le taux d'occupation des immeubles de bureaux, devant Seattle et Silicon Valley.

« Dans l'ouest de la ville, dans l'ancienne Kanata, le taux d'occupation est de zéro, assure David Lees, vice-président pour Ottawa de JJBarnicke, filiale canadienne d'Oncor. Cela fait depuis 1982 que nous suivons les taux d'occupation et nous n'avons jamais vu ça. »

Au premier chef, le phénomène



Photothèque PC ©

La surchauffe dans l'immobilier à Ottawa est attribuable au premier chef à Nortel Networks et ses rejets: la moitié des locaux du géant industriel canadien sont concentrés dans la région. Sur la photo, le président de Nortel Networks, John Roth, donnait le coup d'envoi à des travaux de construction à Ottawa, en avril dernier.

est attribuable à Nortel Networks et à ses multiples rejets. La moitié des locaux de bureaux du géant industriel canadien sont concentrés à Ottawa, où se trouvent la moitié de ses chercheurs.

« Nous avons dû être créatifs, dit M. Lees. Nous avons converti en bureaux des salles de cinéma, des allées de quilles, des supermarchés et une ancienne imprimerie. Par ailleurs, des sociétés spécialisées

dans la location temporaire de bureaux commencent à s'intéresser à notre marché. »

M. Lees prédit que les loyers vont continuer d'augmenter à Ottawa cette année et pourront dépasser les 30 \$ le pied carré. Il est très optimiste pour 2001, en dépit des signes de ralentissement économique. « Actuellement, il y a pour 2,1 millions de pieds carrés de surface en construction et tout est déjà réservé », précise-t-il

Cependant, même avec un taux d'occupation de 1,7 %, estiment les experts interrogés par *La Presse*, les sociétés d'Ottawa ne sont pas prêtes à déménager dans les locaux vides de Montréal.

« Je ne pense pas qu'il puisse y avoir un débordement, estime Jean Laurin, président de Devencore. Ottawa n'est pas encore une banlieue de Montréal ! La différence des coûts d'occupation n'est pas assez grande pour qu'il y ait un impact. Mais cela va stimuler la construction à Ottawa. »

Toujours selon Oncor, au total, c'est Toronto qui a le plus grand parc immobilier, avec 113 millions de pieds carrés de superficie, suivie de Montréal avec 56 millions, Calgary avec 44 millions, Ottawa avec 27 millions et Edmonton avec 20

millions. Vancouver ne faisait pas partie de l'étude.

En 2000, selon Oncor, Montréal affichait un taux d'inoccupation de 11,9 % l'an dernier, tout comme Edmonton. Le taux était de 7,45 % à Calgary et de 7,1 % à Toronto

M. Laurin arrive à des chiffres différents pour Montréal, avec un taux d'inoccupation à 8,2 %, par rapport à 11,2 % il y a deux ans. Mais tout comme d'autres observateurs du marché immobilier, il constate une grande amélioration pour les propriétaires en 2000 et une tendance à la hausse des loyers.

« On peut voir qu'à Montréal, on absorbe l'espace, dit-il. Il y a moins d'espace disponible et, surtout, il y a moins de grands blocs d'espace. Depuis les cinq dernières années, les taux de location sont en hausse. »

« Nous ne faisons pas de parallèle entre la demande à Ottawa et la demande à Montréal, remarque Robert McDougall, directeur de Colliers International à Montréal. Mais nous constatons une forte croissance à Montréal. Cette année, plus d'un million de pieds carrés ont été absorbés. Nous n'avions pas vu cela depuis la fin des années quatre-vingt. Et nous sommes toujours optimistes pour cette année. »

La flambée du prix du mazout chauffe les hausses de loyer

NORMAN DELISLE
Presse Canadienne

QUÉBEC — Les locataires québécois peuvent s'attendre à des hausses de loyer légèrement plus élevées cette année que l'an dernier. La hausse du prix du mazout en est la principale cause. Les prix de ce combustible ont grimpé en flèche depuis un an.

Mais seulement 16,6 % des logements sont chauffés à partir du mazout, rappelle Denis Cusson, du Bureau d'animation et d'information du logement (le BAIL).

La plupart des logements, soit 72 %, sont chauffés à l'électricité, et les tarifs d'Hydro-Québec demeurent fixes jusqu'en 2003. On compte aussi 7 % de logements chauffés au gaz naturel.

« La hausse du prix du mazout ne devrait donc pas servir de prétexte pour des hausses de loyer dans la majorité des logements, parce qu'ils sont chauffés à l'électricité, ou pour les logements dont les coûts de chauffage ne sont pas assumés par le propriétaire », estime Denis Cusson.

Les groupes de défense des locataires soulignent également que les taxes municipales ont baissé dans plusieurs municipalités du Québec, ce qui devrait plaider pour un maintien des loyers à leur niveau actuel, voire en faveur d'une possible réduction.

M. Cusson craint que les propriétaires invoquent la plus grande rareté des logements pour hausser les loyers. « Le taux d'inoccupation des loyers a baissé, mais cela ne doit pas être invoqué pour des hausses », a-t-il dit.

Pour la Corporation des propriétaires immobiliers du Québec, la CORPIQ, une hausse de loyer variant entre 3 et 7 % est cependant à prévoir.

Le coût du mazout a augmenté de 44 % et le gaz naturel de 15 %, a rappelé le directeur général de la CORPIQ, Michel Riverin.

Ce dernier estime de plus que le vieillissement du parc de logements au Québec « nécessite des dépenses d'entretien de plus en plus élevées », ce qui plaide pour l'augmentation suggérée par la CORPIQ.

La Régie du logement

Quant à la Régie du logement, elle est en train d'effectuer les calculs pour déterminer ce qui lui paraîtra comme une hausse raisonnable de loyer pour cette année. Les calculs de la Régie devraient être complétés d'ici deux semaines.

L'an dernier, la Régie avait jugé raisonnables des hausses variant de 0,6 % à 1,1 %, selon le type de chauffage fourni au locataire.

« À cause du prix du mazout, on peut anticiper une hausse légèrement plus élevée », a déclaré le porte-parole de la Régie, Pierre Marchand.

« Les autres facteurs utilisés pour engendrer une hausse ne devraient pas jouer », a toutefois signalé M. Marchand. Ces autres facteurs sont le coût des assurances, les frais d'entretien et de services offerts aux locataires.

Il faut noter que la fixation du coût des loyers peut aussi tenir compte des travaux majeurs de rénovation subis par un logement en cours d'année.

Notons qu'au Québec, 56 % des citoyens sont propriétaires du logement qu'ils habitent.

Les Québécois consacraient en 1996 environ 22 % de leurs revenus à l'habitation, soit 6 % de plus qu'en 1982.

EN BREF

Marge de crédit de 60 millions US pour Crystallex

CRYSTALLEX International a fait des arrangements avec Standard Bank London portant sur une marge de crédit sans recours en deux parties de 60 millions de dollars américains pour restructurer sa dette bancaire et financer sa croissance. L'arrangement comprend un prêt à terme de 35 millions US qui sera utilisé pour financer des dettes contractées lors de l'acquisition de Minera San Gregorio, en Uruguay, et de l'actif de Bolivar Goldfields, au Venezuela.

Financement accréditif pour Matamec

MATAMEC Explorations a amassé la somme d'un million de dollars lors de son financement réalisé par voie de prospectus, qui s'est terminé le 31 décembre pour les unités A. Il est encore possible de souscrire aux unités B jusqu'au 31 mai. Chaque unité B se compose de 4000 actions ordinaires à 25 cents l'action et de 4000 bons de souscription, chacun donnant droit à son détenteur de souscrire à une action ordinaire de Matamec au prix de 33 cents l'action en tout temps avant le 12 juin 2002. Le produit du placement servira à financer les travaux d'exploration qui commenceront dès la fin de janvier 2001 sur la propriété Sakami.



Sélection Banque Laurentienne

30 nouvelles façons de personnaliser
votre portefeuille d'investissement.



BLC Services Financiers vous offre maintenant Sélection Banque Laurentienne, une toute nouvelle gamme de 30 fonds communs de placement de grande classe.

Sélectionnés parmi six prestigieuses familles canadiennes de fonds communs de placement, ces fonds sont admissibles à 100 % aux REER. Pour en savoir plus sur ces 30 nouvelles façons de personnaliser davantage vos placements, passez voir un représentant en épargne collective de BLC Services Financiers.



1 800 BLC-1846

Un placement dans un fonds commun de placement peut donner lieu à des commissions de vente et de maintien, des frais de gestion et autres frais. Veuillez lire le(s) prospectus simplifié(s) avant de faire un placement. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis, leur valeur fluctue souvent et leur rendement passé n'est pas indicatif de leur rendement futur. Les fonds de la Sélection Banque Laurentienne ne sont pas parrainés par la Banque Laurentienne du Canada.

Comme United, American aura le quart du marché des États-Unis

Associated Press et Presse Canadienne

DALLAS – Le transporteur American Airlines va acquérir l'essentiel des actifs de Trans World Airlines, pour environ 500 millions de dollars américains. La transaction marque ainsi la fin de TWA, de St. Louis, dont l'histoire remonte aux débuts de l'aviation commerciale.

En vertu aussi de l'entente confirmée hier, American va rembourser rapidement quelque 200 millions \$ US de dettes de TWA.

Suivant un accord distinct, American Airlines va acheter d'United Airlines (UAL) certains actifs de US Airways. L'effet des deux transactions sera de concentrer sous les girons d'United et d'American environ la moitié du marché du voyage aérien aux États-Unis.

TWA a invoqué la protection de la loi sur les faillites, dans une demande que doit approuver un tribunal du Delaware, afin de mener la transaction avec American.

Ce dernier, sous l'égide de la société mère AMR, prendra possession de la plupart des avions de TWA, de ses droits d'arrimage et de



Photo AP ©
Bill Compton, chef de l'exploitation de TWA, et Robert Baker, vice-président du conseil d'American Airlines, ont participé hier à une conférence de presse à St. Louis afin d'expliquer la transaction qui résultera en la fusion des deux transporteurs.

ses créneaux horaires dans plusieurs aéroports.

Dans l'autre transaction, American Airlines obtiendra pour 1,2

milliard \$ US d'actifs de US Airways et assumera pour 300 millions \$ US de crédits-bails sur ses avions.

Par ailleurs, les autorités fédérales antitrust ont posé des conditions à l'achat de US Airways par United, une transaction de 4,3 milliards \$ US précédemment annoncée.

Les autorités de Washington demandent à UAL, le plus gros transporteur au monde, de céder certaines de ses activités, une condition qu'aiderait donc à satisfaire l'arrivée d'American Airlines.

Si les transactions sont autorisées, United et American détendront chacune 25 % du marché aux États-Unis, Delta étant troisième avec 15 % ; US Airways est présentement sixième.

TWA est née en 1925, sous le nom de Western Air Express ; à l'été de 1929, Transcontinental Air Transport a lancé un service reliant New York à Los Angeles, sous l'égide notamment de Charles Lindbergh. Ces deux transporteurs se sont fusionnés et le sigle TWA, qui signifiait alors Transcontinental & Western Air, est apparu en octobre 1930.

Le financier Howard Hughes, sans jamais y tenir des fonctions officielles, a acquis en 1939 le contrôle de TWA, qui a pris le nom de Trans World Airlines en 1950. M. Hughes a vendu sa participation en mai 1965, ce qui lui a rapporté 546 millions \$ US.

Transactions entre transporteurs aériens

Principaux éléments des transactions annoncées mercredi par American Airlines, Trans World Airlines, United Airlines, US Airways et DC Air.



American acquiert:
• **De TWA:** jusqu'à 190 appareils, la plupart de ses droits d'arrimage et de ses créneaux horaires dans plusieurs aéroports, dont JFK International et LaGuardia, à New York et Reagan, à Washington; la plaque tournante de TWA à St. Louis, les installations d'entretien de St. Louis, Kansas City et Los Angeles.

• **De United et US Airways:** 66 appareils et 20 autres loués en crédits-bails, 14 emplacements d'arrimage, 36 créneaux horaires et d'autres de droits d'arrimage et créneaux horaires pour exploiter la navette Washington-New York-Boston avec United.

• **De DC Air:** une part de 49 pour cent dans la jeune entreprise qui sera basée à l'Aéroport national Reagan à Washington.

United obtient: 1,2 milliard \$ US en liquide pour ses actifs vendus à American, qui assume également 300 millions \$ US de crédits-bails.

DC Air en retire: 82 millions \$ en liquide et 11 appareils en crédits-bails d'American.

TWA s'efface: Le transporteur, en difficulté, obtient 500 millions \$ comptant d'American, qui assume également ses crédits-bails.

Sean Vokey – PC

Le père Noël n'a pas tellement gâté les détaillants canadiens...

AMRAN ABOCAR
Reuters

TORONTO — Après deux ans de bas de Noël bien remplis, plusieurs détaillants canadiens pourraient devoir se contenter d'un simple morceau de charbon pour leurs recettes des Fêtes, croient des analystes, selon qui la volatilité boursière et les signes de ralentissement économique ont incité les consommateurs à la prudence.

« Il semble que les ventes de Noël aient été assez mauvaises », a dit Steve Boase, analyste du commerce de détail pour J.C. Williams Group. Les ventes n'ont tout simplement pas été fortes, les marges ont été très faibles et la plupart des détaillants n'ont pas eu le volume de clientèle auquel ils s'attendaient. »

Le total des ventes dépassera les 260,4 milliards réalisés en 1999, une performance

stimulée par une forte croissance économique et un volume de dépenses anormalement élevé en prévision du passage informatique à l'an 2000. Mais les analystes affirment que le rythme de croissance s'est replié à des niveaux décevants en 2000.

Les observateurs de l'industrie prévoient en novembre une augmentation des ventes de 3 % pour l'année, soit une croissance deux fois moindre que celle de 6 % observée en 1999.

Mais, dès le début de la saison des Fêtes, ces modestes prévisions ont dû être révisées à la baisse, alors que s'accumulaient les soucis dans le commerce de détail. Une combinaison d'avertissements de résultats moindres, de mauvaises conditions météorologiques, d'absence de tendances en détail et d'inquiétudes au sujet de l'économie ont donné lieu à de nouvelles prévisions oscillant entre 0 % et 3 %.

Et certains experts croient aujourd'hui que cela pourrait même se révéler trop optimiste.

« Je ne sais pas si nous allons connaître une croissance négative des ventes de magasins, mais je ne voudrais pas m'avancer, parce que les choses se sont détériorées très brutalement », a dit Sean Mason, analyste principal chez Dominion Bond Rating Service.

Les données officielles, y compris celles de Statistique Canada, seront publiées au cours des prochaines semaines.

Le Conseil canadien du commerce de détail, qui représente environ 8500 détaillants, présente la situation sous son meilleur jour, assurant que les ventes ne font que revenir à la normale après le faste des deux dernières années.

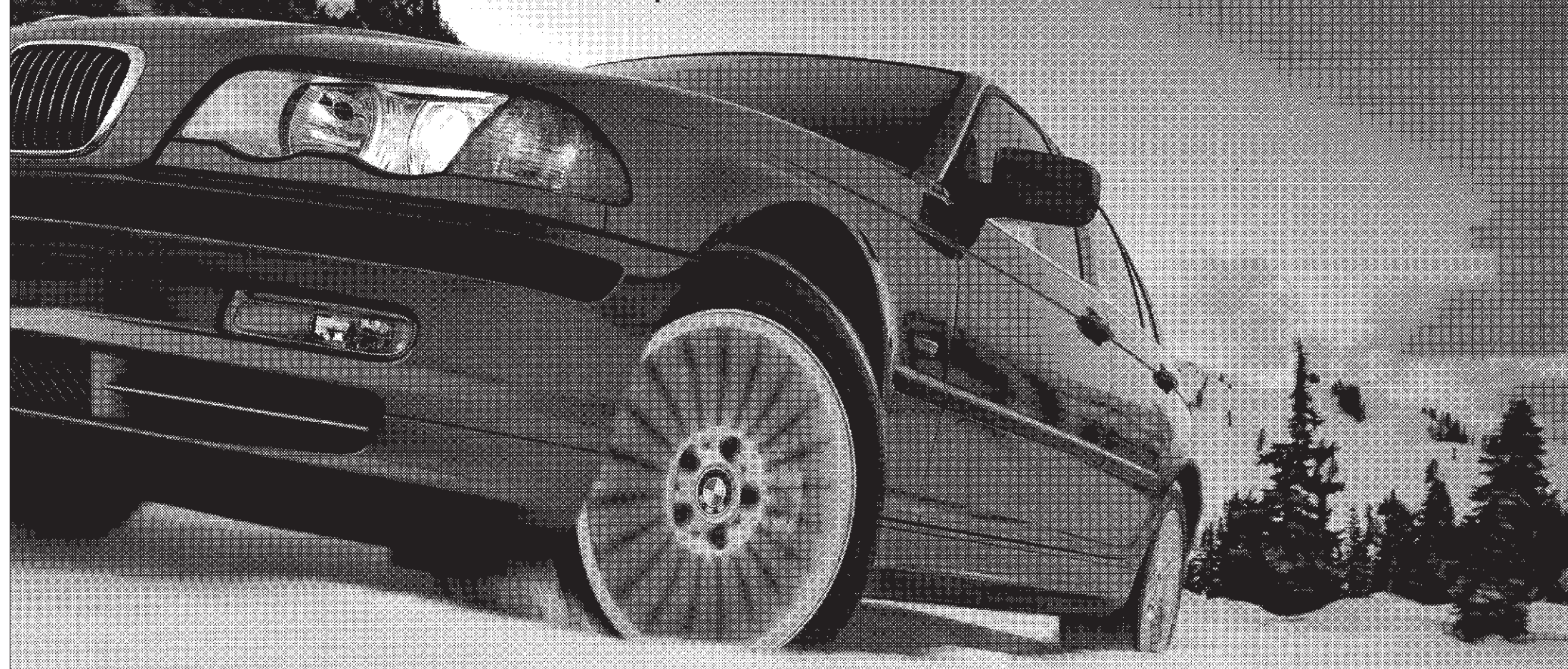
« Le rythme de croissance a été assurément beaucoup plus lent qu'il ne l'a été en 1999 et en 1998, mais il y a eu des gains importants

et de bons rendements par rapport aux prévisions, a indiqué le porte-parole du Conseil, Randall Scotland. Dans l'ensemble, le consommateur se montre confiant quant à l'économie et aux perspectives d'avenir immédiates. »

Les produits électroniques grand public ont été les grands gagnants en 2000, suivis par les articles de sport. En revanche, d'autres biens tels que les appareils électroménagers, les automobiles et les vêtements sont restés à la traîne.

La demande pour les produits électroniques, particulièrement les appareils sans fil et les vidéodisques numériques (DVD), a entraîné une augmentation musclée de 22 % des ventes chez Future Shop pendant les Fêtes, tandis que les ventes de magasins comparables ont crû de 17 % en décembre seulement.

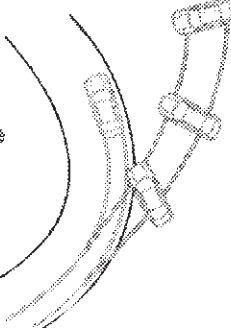
On a toujours su que la traction intégrale servait à quitter la route en toute sécurité.



Finalement, sa grande qualité consiste surtout à permettre d'y rester.

330xi

Préférant ouvrir la voie plutôt que de la suivre, BMW présente la traction intégrale dynamique de la Série 3, dotée du système de contrôle dynamique de la stabilité (DSC). Caractéristique de série sur les modèles xi et disponible pour tous les véhicules BMW, le système DSC contribue à une sécurité et à une maniabilité accrues en contrôlant la vitesse de rotation de chaque roue, l'angle du volant de direction



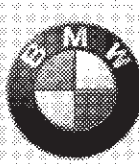
et l'orientation du véhicule. Au moindre indice de survirage ou de sous-virage, le système DSC assure la maîtrise constante du véhicule en appliquant les freins de manière sélective ou en réduisant le régime moteur. Afin de maintenir une traction optimale sur toutes les surfaces glacées, enneigées ou non pavées, les ingénieurs de BMW ont mis au point un système sans pareil, qui distribue en permanence 62 % de la puissance aux roues arrière et 38 % aux roues avant... sans sacrifier la tenue de route et la performance légendaires de BMW.

La traction intégrale dynamique de la BMW de Série 3... en trois mots : traction, contrôle et performance.

BMW de Série 3 à traction intégrale dynamique

325xi
330xi

www.bmw.ca
1 800 667-6678



Le plaisir de conduire.

© BMW Canada Inc. «BMW», le logo BMW et «Le plaisir de conduire» sont des marques de commerce de BMW AG, utilisées sous licence par BMW Canada Inc.

2920987

Le conflit chez Métro peut faire grimper le coût d'une acquisition

LAURIER CLOUTIER

Le conflit ouvert depuis deux mois entre les marchands et la direction de Métro retarde toutes les possibilités de vente de la société, en provoquant la fuite des acheteurs, ou d'une acquisition souhaitée.

« Les marchands sont en train de se tirer dans le pied », a déclaré hier à *La Presse* M^e Bernard A. Roy, membre du conseil d'administration et porte-parole des administrateurs externes.

La bataille fait pression sur la cote boursière et le multiple cours/bénéfice de Métro, et hausse le financement d'une acquisition, renchérit Denyse Chicoyne, analyste spécialisée du courtier BMO Nesbitt Burns. Le multiple de Métro (qui détermine sa cote) a déjà atteint 15 fois les profits annuels, mais n'est plus que de 10 fois, par rapport à 30 pour Loblaw et 15 pour Sobey's.

Métro financerait une acquisition pa son *cash flow* (fonds autogénérés) et une émission d'actions, dit M^e Roy. Une émission rapporte d'autant plus de capitaux que la cote est élevée.

Tout débat sur la place publique quant à une acquisition éventuelle par Métro d'A&P, Safeway ou Overwaitea risque par ailleurs de faire monter les enchères, ajoute Bernard Roy.

Les marchands n'en sont pas à une contradiction près, selon lui. Ils ne veulent pas la vente, mais une acquisition par Métro, tout en désirant, du même souffle, reprendre le contrôle du détaillant. Pourtant, le financement d'une acquisition va diluer leur part de la capitalisation.

La vente de Métro reste par ailleurs impossible tant que les marchands voudront la bloquer car ils détiennent les actions de catégorie B et devraient voter les premiers, à plus de 66 %, sur toute offre d'achat avant que les actionnaires majoritaires, détenteurs des titres de catégorie A puissent se prononcer. « Les marchands ont un droit de blocage, une police d'assurance contre une vente de Métro », souligne M^e Roy.

Métro voudrait d'abord acheter A&P, selon Dominik Dlouhy, du courtier Dlouhy-Merchant, un projet que Denyse Chicoyne considère intéressant. Plus petit détaillant que Métro et moins rentable, A&P a réalisé des profits de 52 millions et des revenus de 3,2 milliards au cours de sa dernière année, dit-elle. Le groupe détient des supermarchés corporatifs, mais il approvisionne aussi une centaine de franchisés en Ontario.

Safeway Canada a une taille comparable à celle de Métro, avec un chiffre d'affaires de 5 milliards réalisé principalement en Ontario. En raison de sa bonne rentabilité, Safeway coûterait plus cher qu'A&P. « La priorité de Safeway n'est pas de grossir au Canada. Le détaillant consacre beaucoup d'énergie à concurrencer Wal-Mart aux États-Unis », explique Denyse Chicoyne.

Le prix d'Overwaitea serait « très élevé » car son propriétaire, le financier Jim Patterson, « attend son heure », dit-elle. Ce ne serait pas une bonne idée d'acheter ce détaillant de Colombie-Britannique avant que Métro ne se bâisse un marché dans les provinces voisines.



Photo Reuters ©

Vieille économie...

Une pièce britannique de cinq pence et une pièce d'or frappée du portrait de l'empereur Marc-Aurèle, une des 43 pièces romaines découvertes par un archéologue dans la City de Londres, étaient en montre hier au Musée de Londres. Les pièces d'or romaines sont évaluées à environ 100 000 dollars américains. Elles pourraient avoir constitué la solde de quatre ans d'un légionnaire romain. Ce trésor avait été caché dans un coffre dissimulé dans un plancher, au II^e siècle de notre ère ; les pièces sont frappées de l'image de deux impératrices et dix empereurs, de Néron à Marc-Aurèle.

Le marché obligataire connaît une baisse des taux

MAURICE JANNARD

LA BAISSSE des taux d'intérêt par la Réserve fédérale la semaine dernière a provoqué de forts mouvements dans le marché obligataire américain. À tel point que le rendement sur les obligations américaines est très inférieur à celui des titres canadiens.

« Il y a eu une réaction très grande aux États-Unis dans le marché des obligations gouvernementales », a expliqué François Dupuis, économiste principal au Mouvement Desjardins. Les marchés financiers ont réagi de façon excessive, d'après lui.

« Les taux américains sont rendus à leur niveau plancher », croit le spécialiste.

Par exemple, le taux d'intérêt sur les obligations à dix ans du gouvernement américain se situe à 5 %, tandis que le taux sur les titres canadiens de même échéance s'élève à 5,40 %.

Dans l'échéance de cinq ans, les créances américaines portent un taux de 4,75 % et les obligations négociables du gouvernement canadien s'échangent à 5,20 % actuellement.

Les écarts se sont élargis depuis la réduction du loyer de l'argent aux États-Unis par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine.

Comme le marché hypothécaire suit les mouvements du marché obligataire, M. Dupuis estime que le consommateur qui doit renouveler son hypothèque pourrait choisir avec avantage une échéance à très court terme. Un emprunt typique serait un prêt hypothécaire avec un terme de six mois convertible.

Au Canada, la banque centrale pourrait en effet réduire les taux d'intérêt plus tard cette année. Le consommateur avec un emprunt hypothécaire de court terme sera bien placé pour profiter de la diminution des taux.

Pour sa part, la firme de courtage Financière Banque Nationale fait valoir qu'une plus grande partie des surplus budgétaires du gouvernement fédéral ira au remboursement de la dette. « Pour l'exercice 2000-2001, l'État compte rembourser au moins 10 milliards de dollars de la dette. Cela portera à 28,7 milliards le remboursement total des quatre dernières années. »

Ottawa a également décidé de mettre sur pied un programme permanent de rachat d'obligations. « Ce qu'il faut retenir, c'est que le rendement des obligations canadiennes est à la baisse », soutient la maison de courtage.

Un nombre croissant de prophètes de malheur prédisent l'arrivée d'une récession aux États-Unis. De telles craintes sont carrément exagérées, selon l'économiste du Mouvement Desjardins.

Un climat de panique s'est installé autour de la dégringolade boursière du NASDAQ, le marché qui reflète les actions des sociétés de très haute technologie. Le NASDAQ a perdu récemment en valeur plus de 3000 milliards de dollars.

« L'activité demeure encore très forte aux États-Unis », affirme catégoriquement M. Dupuis. Il est clair toutefois que l'expansion économique a amorcé un freinage.

Les écarts se sont élargis depuis la réduction du loyer de l'argent aux États-Unis par Alan Greenspan, le président de la Réserve fédérale américaine.

La menace japonaise sur l'économie mondiale

FRÉDÉRIC WAGNIÈRE

UN DES EFFETS de la baisse des taux d'intérêts directeurs américains par Alan Greenspan la semaine dernière a été d'attirer l'attention du monde sur le fait que les États-Unis pourraient subir une récession après dix années de croissance ininterrompue. Le réflexe dans le monde a été de se demander comment l'économie serait touchée ailleurs par une récession américaine. Pour l'instant, le Japon soulève le plus d'inquiétudes, car son indice des indicateurs avancés a plongé de 77,8 % à 57,1 % en novembre.

Les pays les plus susceptibles d'en subir les contrecoups sont le Canada, le Mexique et la Malaisie, pour qui les exportations vers les États représentent entre un quart et un tiers du produit intérieur brut (PIB). L'Europe, en revanche, dépend proportionnellement beaucoup moins du marché américain. On y craint, toutefois, qu'une récession américaine ne provoque une hausse de l'euro qui pénaliserait les exportations européennes. L'Amérique du Sud, pour sa part, craint davantage un déséquilibre financier, qui mettrait de nouveau à l'épreuve ses réformes monétaires, qu'une diminution de la demande nord-américaine.

Paradoxalement, le Japon est aussi à l'abri de la contagion d'une récession américaine, pour la même raison que l'Europe, même si des industries comme l'automobile et l'électronique pouvaient en souffrir. Mais le danger d'une récession au Japon est aussi réel qu'aux États-Unis, pour des raisons internes.

Les dix dernières années ont été une longue récession en comparaison des taux de croissance que le Japon affichait depuis la fin de la guerre. La croissance a maintenant atteint environ 2 %, ce que beaucoup interprètent comme la fin d'un long cauchemar. Cependant, les conditions d'une reprise de la croissance sont loin d'être réunies et un dan-

ger en particulier devient chaque jour de plus en plus intense.

La dette publique brute a maintenant dépassé 130 % du PIB et, à moins de réformes financières extrêmement rigoureuses, elle pourrait dépasser 200 % en 2005, ce qui fait dire à David L. Asher, économiste du Massachusetts Institute of Technology, que le Japon pourrait faire faillite, alors que le service de la dette absorberait 70 % des impôts reçus par l'État. Cette perspective, après la débâcle du marché immobilier et de nombreuses faillites de banques et d'autres institutions financières, n'encourage pas les Japonais à dépenser davantage et ainsi à relancer l'économie.

Pendant deux ans, la Banque du Japon a adopté une politique de taux d'intérêt zéro, pour encourager la consommation et les investissements. Mais les banques ne pouvaient fonctionner avec des prêts au public à un taux proche de zéro sans faire payer leurs déposants pour maintenir leur marge. Cette politique de la banque centrale n'a pas réussi à relancer l'économie et, surtout, n'a pas contribué à rétablir la solvabilité des banques.

La frugalité des Japonais est à la base du problème économique, mais simplifie au moins le problème financier. En effet, un taux d'épargne élevé permet de financer presque la totalité du déficit annuel au Japon. Le gouvernement n'a donc guère eu à emprunter à l'étranger et sa position financière à l'égard du reste du monde reste extrêmement forte. Le Japon a des réserves monétaires officielles de 354 milliards de dollars américains et des investissements nets à l'étranger de 85 milliards \$ US. Cette situation continue de s'améliorer, car le Japon a eu un solde positif du compte courant de 118 milliards \$ US au cours des 12 derniers mois.

Le danger d'une crise financière à l'indonésienne ou à la russe est donc minime pour l'instant. Cela pourrait changer si la crise



Photothèque AP ©

Le gouvernement japonais devra prendre des mesures aussi draconiennes que si le pays était en faillite. Mais le gouvernement du Parti libéral démocratique de Yoshiro Mori ne semble avoir ni le goût ni l'énergie ni, encore, les capacités de le faire...

économique et financière durait trop longtemps et commençait à saper la confiance des Japonais et des étrangers. Les Japonais qui ont des investissements à l'étranger, par exemple, pourraient hésiter à les rapatrier et les garderaient dans un pays refuge.

L'origine de la crise est l'effondrement de la spéculation immobilière à la fin des années quatre-vingt, qui a entraîné de lourdes pertes pour les banques qui la finançaient. Depuis lors, les prix de l'immobilier ont baissé d'environ 80 %, ce qui a ébranlé la confiance des consommateurs et provoqué

une baisse des prix à la consommation. Cette déflation agit comme un éteignoir sur la production, car personne ne veut acheter aujourd'hui ce qu'il peut avoir meilleur marché demain.

Il y a cependant certains secteurs qui sont en plein boom, notamment les technologies de l'information, parce que les Japonais se branchent de plus en plus à Internet. De leur côté, les grandes entreprises modifient leur système de gestion et remplacent leurs ordinateurs centraux par des réseaux basés sur Internet. Mais quatre Japonais sur cinq sont employés dans des industries plus traditionnelles, comme les services et la construction, qui n'ont jamais brillé par leur productivité.

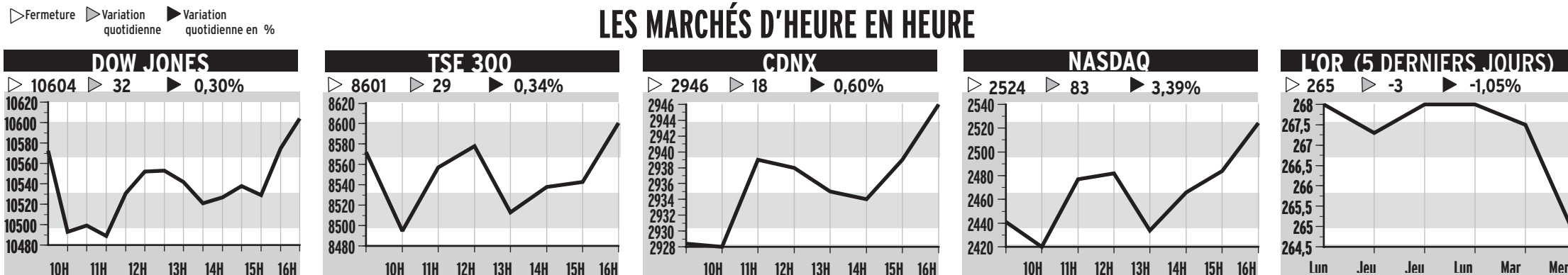
Or, les efforts des gouvernements depuis dix ans pour relancer l'économie consistaient à subventionner ces activités. Ces programmes sont à l'origine de l'énorme dette accumulée par l'État. Parmi les remèdes préconisés par les économistes, il y a donc une diminution de ces subventions et une lutte plus sévère contre l'évasion fiscale. Mais l'ampleur du problème exige aussi des réformes en profondeur, notamment, du système de santé, des caisses de retraite et des méthodes de travail, dans de nombreuses industries. Enfin, il faudra mettre fin à une politique agricole autarcique qui subventionne des petits paysans peu productifs.

La deuxième économie nationale au monde est donc dans une bien triste situation. Le hasard n'y est pour rien, ce sont des politiques gouvernementales désinvoltes depuis des décennies et des pratiques commerciales d'un autre âge qui en sont responsables. Même si la faillite évoquée par David Asher est exagérée, le gouvernement devra prendre des mesures aussi draconiennes que si le pays était effectivement en faillite. Mais le gouvernement du Parti libéral démocratique de Yoshiro Mori ne semble avoir ni le goût ni l'énergie ni, encore, les capacités de le faire.

D8

INVESTIR

LES MARCHÉS D'HEURE EN HEURE



LA BOURSE EN BREF

CDNX

VOLUME

Mercredi32 651 721

Mardi30 322 964

INDICES CDNX

HautBasClôtVar.

Marché(CDNX)2945,9292372945,9+17,5

FAITS SAILLANTS

MercrediMardi

Actions trans.7 0317 191

Gains233208

Pertes234251

Inchangées587636

VALEURS LES PLUS ACTIVES

ValeursVolumeClôt.Var.

Unique Broadband1 601 8302,05-0,31

Bitterroot Res.Ltd1 122 0000,10-0,01

Intl. Croesus Vens1 041 0000,33-0,04

World Sales & Merch.830 9530,08-0,01

PrimeNet Comms.720 5000,15stable

NEW YORK

VOLUME

Mercredi1 283 092 610

Mardi1 194 030 000

INDICES DOW JONES

HautBasClôtVar.

30 Industries10728,310325,710604,2+31,7

20 Transports3132,02995,53070,1+1,53

15 Serv.pu.361,1345,1351,4-3,42

Composés3251,43120,33197,2-0,89

FAITS SAILLANTS

MercrediMardi

Actions trans.3 2973 323

Gains1 8751 621

Pertes1 0661 289

Inchangées356413

Hauts 00170164

Bas 001813

VALEURS LES PLUS ACTIVES

ValeursVolumeClôt.Var.

Lucent Tech.34 804 60017,6+0,81

Nortel Network29 026 10031,9+0,31

AT&T Corp.25 906 70023,1+0,62

Vodafone Group24 372 80032,7-0,25

Gen Electric24 338 90044,6+0,06

Motorola Inc.18 963 20021,1+0,50

Nokia Corp.17 770 80039,5+0,25

INDICES STANDARD & POOR'S

HautBasClôtVar.

400 Industrielles1537,41501,91536,7+14,0

20 Transports723,2713,4715,5-7,64

Serv. pub.303,6296,6299,4-2,48

40 Finances160,9157,4160,6+2,49

500Composés1313,71287,21313,2+12,4

100Composés685,1671,5684,7+5,33

PROFITS (PERTES)

(S000)

Revenus brut(s) (\$000)

CourantL'an dernier

Var. CourantL'an dernier

Var.

Résultats en dollars canadiens

C.I.Fund Mgmt Inc.
(fonds communs)Tor.,Ont.
1er sem. 30 nov.

(844)2 591—%

nil0,02309 577176 804+75%

Gennum Corp.
(électronique)Burlington,Ont.
année 30 nov.

18 77417 462+7%

0,530,49106 53693 615+13%

Regional Cablesystems
(câblodist.)St-Jean, T-N.
1er trim. 31 août

18101134+59%

0,110,0824773.22822+8%

Résultats en dollars américains

Alcoa
(aluminium)Pittsb., PA.,
Année 31 déc.

14840001054000+40%

1,801,00229360163230+40%

Levi-Strauss & Asso.
(vêtements) San-Franc.,Cal.
année 26 nov.

223 3925 355+4071%

n,disp.n,disp.4 645 8135 139 458-9%

Motorola Inc.
(électronique) Chic.,Ill.
année 31 déc.

1 318 000891 000+47%

0,580,4137 580 00033 075 000+13%

Rite Aid Corp.
(soins médicaux)Camp H.,PA
9mois 25 nov.

(1 257 550)(404 030)—%

(4,74)(1,60)10 413 3469 837 723+5%

Yahoo Inc.
(portail&internet)Santa Clara C.
année 31 déc.

70 77647 811+48%

0,120,081 110 178591 786+87%

à son plus bas

depuis octobre 1998

Agence France-Presse

TOKYO — La bourse de Tokyo est tombé à son plus bas niveau depuis octobre 1998 au cours de la séance ce matin, en raison du pessimisme ambiant sur l'état de l'économie japonaise et le ralentissement aux États-Unis, avant de légèrement remonter.

L'indice de référence Nikkei 225 a dégringolé brièvement à 13 124,46 points à 12 h 55 locales, son plus mauvais score depuis le 15 octobre 1998 (12 995,37 points) avant de remonter à 13 146,98 points, soit une baisse de 2,13 ou 285,67 points vers 14 h 10 locales.

Selon les opérateurs, la morosité des investisseurs a déclenché une vague de ventes de titres bancaires et dans les télécommunications qui explique la chute du Nikkei à son pire niveau depuis 27 mois et en dessous de son plus bas pour l'an 2000, établi le 21 décembre à 13 423,21 points.

Le NASDAQ poursuit sa remontée

Le Nikkei tombe à son plus bas depuis octobre 1998

Agence France-Presse

TOKYO — La bourse de Tokyo est tombé à son plus bas niveau depuis octobre 1998 au cours de la séance ce matin, en raison du pessimisme ambiant sur l'état de l'économie japonaise et le ralentissement aux États-Unis, avant de légèrement remonter.

L'indice de référence Nikkei 225 a dégringolé brièvement à 13 124,46 points à 12 h 55 locales, son plus mauvais score depuis le 15 octobre 1998 (12 995,37 points) avant de remonter à 13 146,98 points, soit une baisse de 2,13% ou 285,67 points vers 14 h 10 locales.

Selon les opérateurs, la morosité des investisseurs a déclenché une vague de ventes de titres bancaires et dans les télécommunications qui explique la chute du Nikkei à son pire niveau depuis 27 mois et en dessous de son plus bas pour l'an 2000, établi le 21 décembre à 13 423,21 points.

Le NASDAQ poursuit sa remontée

RICHARD DUPAUL

LA BOURSE électronique NASDAQ, riche en titres du secteur de la haute technologie, a terminé en hausse une seconde journée d'affilée hier, les investisseurs gardant espoir que la baisse des taux d'intérêt soutienne la croissance des bénéfices et de l'économie américaine.

Mais, après la fermeture des marchés, la société Yahoo!, propriétaire du portail Internet du même nom, a jeté une douche d'eau froide sur Wall Street en révisant à la baisse ses prévisions de revenus pour 2001. La société prévoit des recettes de 1,2 à 1,3 milliard de dollars US, ce qui est en deçà du chiffre de 1,4 milliard \$ US avancé par les analystes.

Sur une note positive, Yahoo! a inscrit un profit de 13 cents par action au quatrième trimestre 2000, conformément aux attentes des experts.

L'indice NASDAQ a terminé en hausse de 82,88 points, ou de 3,4 %, à 2524,18, à la faveur d'une poussée des valeurs vedettes durant la dernière heure de la séance. De son côté, la moyenne Dow Jones a mis fin à une série de trois reculs consécutifs en inscrivant un gain de 31,72 points, ou de 0,3 %, à 10 604,27. L'indice élargi Standard & Poor's 500 prenait 12,47 points, ou 0,96 %, à 1313,27, face aux perspectives optimistes des experts.

CDNX

Volume 32 651 721					Fermeture 2945 98					Variation +17 55				
A - B					C					D - F				
Values	Ventes	Has	Ferm.	ch. Net	Values	Ventes	Has	Ferm.	ch. Net	Values	Ventes	Has	Ferm.	ch. Net
A.C. Global	120	0,25	0,25	0,25	Autumn Inds	400	0,12	0,11	0,11	Delta Int'l	65	0,26	0,25	0,25
AADCO Inds	50	1,00	0,95	1,00	Avallanche	370	0,20	0,20	0,20	Delta Sys S	38	2,40	2,35	2,35
AD Techs	80	0,08	0,08	0,08	Avon Vens A	335	0,03	0,03	0,03	Deltona Res	26	0,55	0,55	0,55
ADP Global	140	0,41	0,40	0,41	Aventura Egy	1857	0,15	0,14	0,14	Derek Res Cp	87	0,49	0,44	0,44
AMI Res Inc	25	0,34	0,30	0,30	Avino S & G	23				Derrick Res	55	2,60	2,55	2,55
APAC Telecom	213	0,04	0,04	0,04	BC Pac Cap A	60	0,20	0,20	0,20	Desmarc	48	1,15	1,15	1,15
APAC Autom	10	0,15	0,15	0,15	BPI Inds Inc	190	0,35	0,35	0,35	Devlan Exp A	46	2,35	2,35	2,35
ASC Avanti	204	0,25	0,21	0,25	BRM Cap Corp A					Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
ASCO Inds Ltd	1545	0,40	0,37	0,39	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
ATI Airtest	35	0,38	0,38	0,38	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVC Ven Cap	40	0,75	0,75	0,75	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVC Ven Cap	40	0,75	0,75	0,75	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVIA Techs	1465	0,17	0,17	0,17	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diaz Res A	124	0,45	0,45	0,45
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Digital Res A	14	0,41	0,41	0,41
AVL Info y	280	0,18	0,14	0,14	BSPAC	190	0,20	0,20	0,20	Diamondx A	327	1,20	1,15	1,20
AVL Info y	280													

ENDS COMMUNS DE PLACEMENT

[illegible]

